

Cote du document: EB 2017/LOT/P.24
Date: 23 novembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel à la République de Zambie pour le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abla Benhammouche
Directeur de pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2226
courriel: a.benhammouche@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

I.	Contexte et justification	1
	A. Contexte	1
	B. Justification du financement additionnel et du report des dates d'achèvement et de clôture	1
	C. État d'avancement du programme	2
II.	Synthèse des activités qui seront soutenues	4
III.	Description et quantification des avantages escomptés	5
IV.	Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
V.	Coût et financement du programme	7
VI.	Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	8
VII.	Instruments et pouvoirs juridiques	9
VIII.	Recommandation	9

Appendice
 Revised logical framework
 (Cadre logique révisé)

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel à la République de Zambie pour le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants, telle qu'elle figure au paragraphe 39.

Proposition de financement additionnel à la République de Zambie pour le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants

I. Contexte et justification

A. Contexte

1. Le présent mémorandum a pour objet l'approbation par le Conseil d'administration du FIDA d'un financement additionnel en faveur du Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants sous la forme d'un prêt à des conditions mixtes d'un montant total de 6,7 millions d'USD. Ce financement additionnel répondra à la requête soumise par le Gouvernement zambien pour achever un certain nombre d'activités et consolider les résultats obtenus jusqu'ici. Le financement additionnel sera alloué au titre du cycle 2016-2018 du Système d'allocation fondé sur la performance.
2. L'exécution des activités appuyées par ce financement additionnel sera assortie d'un report de 12 mois des dates d'achèvement du programme et de clôture du prêt, qui seront fixées respectivement au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2020.
3. Le gouvernement contribuera au programme en prenant à sa charge les droits et les taxes d'importation sur le coût additionnel du programme. Les bénéficiaires contribueront également en nature et en espèces au cofinancement des intrants agricoles et des investissements agricoles locaux.
4. Le financement initial était composé comme suit: i) un prêt du FIDA d'un montant de 15,45 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) (équivalant à 24,8 millions d'USD) consenti à des conditions particulièrement favorables; ii) un don du Gouvernement finlandais d'un montant total de 5 millions d'euros (équivalant à 7,1 millions d'USD); iii) une contribution du Gouvernement zambien d'un montant total de 6,1 millions d'USD; iv) une contribution des bénéficiaires de 1,5 million d'USD; v) une contribution des districts participants d'un montant total de 400 000 USD.
5. Le prêt initial a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA à sa cent troisième session, tenue le 15 septembre 2011, pour une durée de sept ans débutant le 9 décembre 2011. Compte tenu de la prorogation de 12 mois, le programme s'achèvera le 31 décembre 2019 et le prêt sera clôturé le 30 juin 2020.

B. Justification du financement additionnel et du report des dates d'achèvement et de clôture

6. Justification de la proposition de financement additionnel: Le financement additionnel a été rendu nécessaire par la baisse de plus de 30% du financement externe pour les raisons suivantes: le retrait du Gouvernement finlandais après un décaissement de 950 000 USD sur son don de 7,1 millions d'USD; la dépréciation du taux de change DTS/USD qui a entraîné une baisse d'environ 300 000 USD du financement du FIDA. Cette baisse a empêché de mener à bien un certain nombre

d'activités du programme, entre autres: le renforcement des organisations paysannes et de leurs fédérations; l'émergence d'un système de vulgarisation participatif et pluraliste; l'appui au programme d'investissement agricole et rural. Elle a également entravé la consolidation des résultats obtenus jusqu'ici. Pour atténuer l'impact d'une future dépréciation du taux de change DTS/USD, le financement additionnel est libellé en dollars des États-Unis.

7. Justification du report des dates d'achèvement et de clôture: Les nouvelles politiques adoptées par le gouvernement ont retardé le démarrage du programme. Ces politiques concernent la mise en place d'un système d'information de gestion financière intégrée, qui a retardé l'installation et l'utilisation d'un logiciel comptable indépendant, d'où des difficultés de gestion financière et des retards dans le remboursement des dépenses. De plus, le compte de trésorerie unique n'a pas permis d'ouvrir en temps voulu un compte désigné et le compte d'exploitation connexe, ce qui a entraîné la suspension du décaissement initial. Enfin, l'obligation pour le Ministère de la justice d'approuver tous les contrats a retardé considérablement la passation des marchés. Ces problèmes ont maintenant été résolus. Un report des dates d'achèvement et de clôture permettra de garantir la réalisation de l'objectif, du but et des effets du programme.

C. État d'avancement du programme

8. L'objectif de développement du programme est d'accroître durablement la production, la productivité et les ventes des petits exploitants agricoles dans la zone cible. Cet objectif devrait être atteint grâce au renforcement de l'accès à des services techniques et commerciaux, à l'amélioration des technologies et à un appui au développement rural et aux infrastructures. Les organisations paysannes et leurs fédérations constituent le principal canal de prestation de services et de fourniture d'intrants. Le programme sera mis en œuvre dans les zones cibles du nord du pays, à savoir les provinces de Luapula et de Muchinga.
9. Le programme est conforme à la politique agricole nationale et à l'objectif du sixième Plan national de développement en faveur de l'agriculture. Il relève les principaux défis en matière de développement agricole, notamment l'augmentation de la production et de la productivité, tout en assurant la viabilité environnementale et la résilience aux changements climatiques. La mise en œuvre du programme s'inscrit dans le droit fil des objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025: accroître les capacités de production des populations rurales pauvres; accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration au marché; renforcer la viabilité environnementale et la résilience aux changements climatiques de leurs activités économiques. Le programme tient compte des questions liées à la problématique hommes-femmes, à la nutrition et aux changements climatiques.
10. En dépit du retard de sa mise en œuvre, le programme a obtenu des résultats satisfaisants. On estime que 56 468 ménages en ont bénéficié, dont 16 940 (30%) sont dirigés par des femmes, soit 94% des 60 000 ménages ciblés. Compte tenu de la dynamique de l'exécution du programme, la cible a été relevée à 67 500 ménages. Le programme a été mis en œuvre dans les provinces septentrionales de Luapula et de Muchinga, dans 24 districts et 150 camps (100% de la zone cible).
11. Le programme a renforcé 1 258 organisations paysannes, soit 167% des 750 ciblées. Parmi ces groupes, 1 078 ont été fédérés en unions coopératives ou ont rejoint des coopératives existantes. Parmi ces unions coopératives, 25 ont été renforcées, soit 150% de plus que la cible de 10 unions coopératives. Sur les 29 962 membres d'union coopérative (149,8% des 20 000 ciblés), 14 292 sont des femmes (47,7%). Les groupes fédérés ont déjà atteint le troisième des cinq stades de développement. Les 180 autres groupes ont atteint les deux premiers stades de développement.

12. Des services de vulgarisation participatifs et pluralistes ont été fournis par le gouvernement (à 18 000 ménages), ainsi que par les partenaires du secteur privé Total Land Care (à 19 041 ménages) et par Community Markets for Conservation (à 19 427 ménages), soit au total à 56 468 ménages (83% de la cible révisée de 67 500 ménages). Ces services de vulgarisation favorisent l'adoption de bonnes pratiques agricoles de conservation climatiquement rationnelles, comme le labour minimum, la rotation des cultures, la rétention des résidus, l'agroforesterie et l'utilisation d'engrais organiques. Ils encouragent également les pratiques agricoles intensives, comme les cultures intercalaires, l'augmentation de la population de plantes, l'intégration des cultures et de l'élevage, et la fertilisation. Des messages de vulgarisation sont diffusés par du personnel formé, des agriculteurs chefs de file sélectionnés par les groupements d'agriculteurs, des démonstrations sur le terrain, des journées sur le terrain, la radio et plus de 1 200 fermes-écoles paysannes et fermes-écoles à vocation commerciale. Plus de 160 spécialistes de la vulgarisation et 1 038 agriculteurs chefs de file ont été formés et ont obtenu un appui logistique.
13. Le programme a facilité l'accès à des semences de qualité, élément indispensable pour accroître la productivité et les rendements. En raison du démarrage tardif, le programme de production et de distribution de semences n'a débuté qu'en 2015. De 2015 à 2017, 123 tonnes de semences certifiées d'arachide, de haricot, de riz et de soja ont été fournies à près de 7 200 agriculteurs. De plus, 3 500 bottes de matériel végétal pour le manioc et 2 300 bottes de fanes de patates douces ont été distribuées. Le développement de l'agroforesterie est encouragé par la formation d'agriculteurs à la gestion du *gliricidia sepium* et la fourniture de semences et de plants. La commercialisation est renforcée grâce à l'établissement de liens avec des marchands et des transformateurs, ainsi que le développement de centres de regroupement; 15 hangars de stockage sont opérationnels et 90 autres seront bientôt utilisables. Environ 2 000 agriculteurs ont reçu une formation à la commercialisation groupée. En 2016 et 2017, les agriculteurs ont vendu 1 214 tonnes de haricots communs, de soja, d'arachide et de riz paddy pour un montant équivalant à 4 193 430 USD. Pour de nombreux bénéficiaires, il s'agissait de leur première expérience de vente organisée. Ils ont également bénéficié de prix à la ferme supérieurs de plus de 50% à ceux pratiqués par les marchands itinérants. De plus, un partenaire du programme paie 10% de plus que le prix du marché afin d'inciter les agriculteurs à adopter les techniques climatiquement rationnelles préconisées par le programme.
14. La sous-composante consacrée à la recherche agricole pour le développement a mis l'accent sur l'élaboration de techniques améliorant la productivité et les rendements des petits exploitants. Les variétés améliorées de haricot commun et de riz recensées et fournies aux agriculteurs ont donné de bons résultats, et un système de développement de semences comprenant le regroupement et la production de semences de reproduction et de semences de base a été élaboré.
15. Dans le cadre de la composante 2 (environnement favorable à la croissance de la productivité), 28 km de routes d'accès aux zones rurales sont remises en état grâce à des investissements au niveau des districts; 70% sont déjà terminées. L'investissement agricole au niveau local a permis de construire deux petits centres de stockage sur les 21 prévus. Les 19 autres centres seront construits si le financement est assuré. En collaboration avec un partenaire de programme, des organisations paysannes ont créé 15 centres de regroupement de produits; 90 autres sont en construction. Le programme a également favorisé le cadre des politiques publiques et de la planification.
16. En collaboration avec d'autres programmes du FIDA en Zambie, un nouveau cadre de suivi-évaluation a été élaboré, et du personnel à tous les niveaux a été formé à sa mise en œuvre. En matière d'apprentissage et de gestion des savoirs, le Service national d'information agricole a été renforcé. Il fournit des services au Ministère de l'agriculture zambien et fait également en sorte que les efforts en matière de

développement soient consignés dans un format facilement accessible. Une unité de gestion de programme (UGP) a été créée, ainsi que des services d'appui technique associés à une station de recherche régionale dans la zone d'intervention du programme et des services de vulgarisation au niveau des provinces et des districts.

II. Synthèse des activités qui seront soutenues

17. Le financement additionnel sera utilisé pour mener à bien et consolider les activités du programme qui ont eu des résultats positifs et peuvent être reproduites et mises en œuvre à plus grande échelle. Il sera également utilisé pour le développement des infrastructures et les investissements agricoles indispensables à l'amélioration de la productivité, à l'accroissement des rendements et à la commercialisation des produits agricoles. Ces activités sont identiques à celles figurant dans le document de conception du programme initial et ne nécessitent aucune modification; elles sont compatibles avec le but et les objectifs de développement du programme. Les composantes et les sous-composantes du programme sont décrites ci-dessous, telles qu'elles figurent dans le rapport de conception du programme.
18. Composante 1: croissance durable de la productivité des petits exploitants.
Sous-composante 1.1: renforcement des organisations paysannes et de leurs fédérations. Cette sous-composante a pour objectif de consolider et de mener à bien le développement et le renforcement des organisations paysannes et de leurs fédérations afin qu'elles puissent fournir à leurs membres de façon autonome des services techniques et commerciaux. Les 25 unions coopératives existantes recevront une aide pour atteindre le troisième stade de développement (formation à l'encadrement et à l'entrepreneuriat, planification et création d'entreprise) et progresser jusqu'au quatrième stade de développement (planification des actions et mobilisation des ressources, rédaction de propositions de projet et commercialisation/marquage) afin de les amener à maturité. Elles seront ensuite accompagnées et informées par le biais d'ateliers afin de combler les éventuelles lacunes en matière de capacités. Les 180 organisations paysannes ayant atteint les deux premiers stades de développement pourront progresser jusqu'aux stades suivants. Elles seront accompagnées et assistées pour former de nouvelles unions coopératives ou rejoindre des unions existantes. D'autres groupements de producteurs intéressés par la commercialisation, au nombre de 250, seront soutenus tout au long des cinq stades de développement. Le Département des coopératives du Ministère du commerce, des échanges et de l'industrie, ainsi que la Fédération zambienne des coopératives seront renforcés pour fournir un appui en matière de gouvernance et de gestion financière (y compris la comptabilité de coopérative et les pratiques d'audit). Les 90 hangars de stockage en construction seront terminés et 15 nouveaux hangars construits pour faciliter les services de fourniture d'intrants et le commerce des produits par les organisations paysannes et leurs fédérations. À l'achèvement du programme, les organisations paysannes et leurs fédérations soutenues compteront 36 000 membres dont 50% de femmes.
19. Sous-composante 1.2: services de vulgarisation pluralistes et participatifs. Cette sous-composante vise à consolider les réalisations déjà acquises et à élargir leur champ d'action aux 10 500 ménages restants. Elle favorise les partenariats public-privé-producteurs, les techniques climatiquement rationnelles et la commercialisation des produits agricoles. Le financement additionnel sera utilisé pour former 160 vulgarisateurs aux nouvelles méthodes de vulgarisation et intensifier la formation des agriculteurs chefs de file aux méthodes de vulgarisation et à la gestion de parcelles de démonstration. Au total, 1 667 agriculteurs chefs de file seront concernés, dont 1 038 participant déjà au programme et 629 nouveaux participants. Un appui sera également apporté à 1 597 fermes-écoles paysannes et

fermes-écoles à vocation commerciale qui centraliseront la formation des agriculteurs, notamment 1 227 déjà en place et 370 nouvelles écoles. Environ 2 000 démonstrations seront soutenues dans ces écoles. La remise en état de six maisons sera financée afin d'héberger les agents de vulgarisation du camp. On formera 400 producteurs de semences supplémentaires à la production de semences certifiées. Environ 3 000 tonnes de semences certifiées, 1,76 million de boutures de manioc et 250 bottes de fanes de patates douces oranges seront fournies. Enfin, la création de 25 banques de semences sera soutenue.

20. Sous-composante 1.3: recherche agricole pour le développement. Le financement additionnel sera utilisé aux fins suivantes: i) essais d'adaptation de cinq variétés de haricot; ii) essais de cinq lignées améliorées de manioc; iii) test et adaptation de l'agriculture de conservation dans la zone d'intervention du programme, notamment 13 essais dans les stations et six dans les exploitations; iv) formation de dix inspecteurs semenciers de terrain; v) test et certification de 270 tonnes de haricots, d'arachides et de riz; vi) achèvement d'une unité de certification de semences; vii) production de 1,5 tonne de semences de reproduction pour le haricot et le riz, et de 38,5 tonnes de semences de base de haricot et de riz; viii) renforcement d'un système d'inspection et de certification de semences dans la zone d'intervention du programme.
21. Composante 2: Environnement favorable à la croissance de la productivité
 - Sous-composante 2.1: Investissements agricoles locaux. Les activités étaient notamment les suivantes: achèvement des 28 km de routes de desserte; remise en état et équipement de deux centres de formation agricole de district; construction de 13 installations locales de stockage pour le regroupement des produits; remise en état d'un système d'irrigation de 89 hectares. Plusieurs investissements collectifs seront soutenus, notamment le financement de cinq batteuses à riz, de cinq hangars à arachide, de cinq défonceuses, de cinq unités à traction animale, de 25 pompes à pédale et de dix pompes solaires pour l'irrigation à petite échelle de la production de fruits et de légumes avec l'eau de rivières pérennes. De plus, un équipement de transformation à petite échelle sera pris en charge à la demande des groupes répondant aux directives en la matière, notamment par une contribution couvrant 50% du coût.
 22. Sous-composante 2.2: appui au cadre des politiques publiques et de la planification. L'objectif de cette sous-composante est d'assister le Département des politiques publiques et de la planification dans le suivi-évaluation du programme, la révision et l'amélioration des politiques, la décentralisation de la planification et de l'établissement du budget. Elle financera: i) l'élaboration d'un cadre réglementaire pour la décentralisation de la planification et de l'établissement du budget; ii) la poursuite de le suivi trimestriel des opérations sur le terrain du programme; iii) la finalisation d'une stratégie de production et de distribution de semences, et une révision de la réglementation; iv) un bilan de la méthode de vulgarisation agricole utilisée dans le cadre du programme, débouchant sur une stratégie nationale de vulgarisation agricole recommandée.
 23. Sous-composante 2.3: gestion et suivi-évaluation du programme. L'unité de gestion du programme, y compris les unités techniques appuyant la recherche agricole, la vulgarisation, la planification et la coordination des activités au niveau des provinces et des districts, conservera les mêmes attributions, essentielles à l'exécution du programme.

III. Description et quantification des avantages escomptés

24. Le financement additionnel et la prorogation de 12 mois de la période d'exécution permettront à 10 500 petits exploitants supplémentaires de bénéficier de services techniques et commerciaux qui accroîtront leur productivité agricole et leurs

rendements. Au moins 33 unions coopératives seront renforcées afin de devenir autonomes à l'achèvement du programme. Les organisations paysannes et leurs fédérations soutenues devraient compter au total 36 000 membres dont 50% de femmes.

25. Grâce au financement additionnel et à la prorogation de 12 mois de la période d'exécution, le taux de rentabilité économique interne global du programme a été estimé à 18,3%, contre 14% au stade de la conception. La valeur actuelle nette, à un taux d'actualisation de 12%, a été estimée à 13,8 millions d'USD, contre 5 millions d'USD avec un taux d'actualisation de 10% au stade de la conception. Un volume total de production de 116 235 millions de tonnes sera atteint d'ici 2018.

IV. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

26. Contexte national et évaluation du risque: Une évaluation de la gestion financière a été réalisée dans le cadre de la planification du financement additionnel, conformément aux exigences du FIDA. L'évaluation portait sur un examen de l'UGP, du Ministère de l'agriculture, du Bureau de l'Auditeur général, des opérations en cours du programme (y compris celles au niveau des provinces et des districts), ainsi qu'une étude de précédents rapports de mission de supervision. Le risque associé au programme au stade de la conception avait été jugé élevé, puis modéré après la mise en œuvre de mesures d'atténuation et de contrôles. Des mesures destinées à améliorer la gestion financière sont prévues dans le rapport de conception et seront mises en place pendant la période couverte par le financement additionnel. Il s'agira de pourvoir le poste vacant de spécialiste de la passation des marchés et de la gestion de contrats, de rendre totalement opérationnel le logiciel comptable tout juste installé, d'améliorer les capacités de gestion financière et de superviser les opérations dans les provinces pour accélérer la transmission de l'information financière et améliorer les processus d'audit interne.
27. Le risque inhérent de la Zambie est modéré selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International. La note du pays pour 2016 était de 38 (0 = risque élevé et 100 = risque faible), inchangée depuis 2013. En 2016, la Zambie se classait en 87^e position sur 176 pays. L'évaluation provisoire des dépenses publiques et de la responsabilité financière réalisée en 2012 montre que les progrès se sont poursuivis dans les principaux domaines, notamment la gestion des salaires et l'établissement du budget; le nombre d'indicateurs ayant la note D est passé de 12 en 2005 à quatre en 2012.
28. Gestion financière: Les modalités de gestion financière relatives au financement additionnel proposé seront conformes à celles du programme en cours, qui ont été améliorées. L'UGP assume l'entière responsabilité de la gestion du financement additionnel. Une comptabilité complète sera tenue, conformément aux critères du FIDA et aux principes de comptabilité de caisse des Normes comptables internationales pour le secteur public. Le financement additionnel figurera dans les rapports financiers intermédiaires et les états financiers annuels du programme préparés par l'UGP, mais sera mentionné séparément.
29. Comptes: Le financement additionnel sera transféré par le FIDA sur un compte désigné libellé en dollars des États-Unis ouvert auprès de la Banque centrale de Zambie et géré par l'UGP conformément aux procédures de décaissement du FIDA.
30. Dispositions relatives à l'audit: Le programme fera l'objet d'un audit annuel par le Bureau de l'Auditeur général comme indiqué dans le don du FIDA à l'initiative de développement de l'INTOSAI destiné à renforcer les capacités des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les audits seront effectués conformément au mandat approuvé par le FIDA et en accord avec les Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Un état financier consolidé vérifié relatif à la

totalité du programme, accompagné de la lettre de recommandations requise, sera communiqué au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice financier.

31. Les services d'audit interne ont été et continueront d'être fournis par des auditeurs internes du Ministère de l'agriculture dans le cadre du programme. Un audit interne du programme sera inclus dans le plan d'audit du département d'audit interne du Ministère de l'agriculture afin que le programme soit soumis à un audit semestriel.
32. Passation des marchés: Les modalités de passation des marchés ne seront pas modifiées. Les marchés de biens, de travaux et de services à financer sur le produit du financement additionnel seront conformes aux procédures nationales de passation des marchés, qui sont compatibles avec les directives du FIDA en la matière et avec le manuel de procédures administratives et financières.

V. Coût et financement du programme

33. Le coût des activités à appuyer au titre du financement additionnel a été estimé à 8,38 millions d'USD. Ce coût sera couvert par un financement additionnel du FIDA d'un montant total de 6,7 millions d'USD sous la forme d'un prêt à des conditions mixtes. Le gouvernement contribuera à hauteur de 780 000 USD et les bénéficiaires financeront le solde de 910 000 USD en nature et en espèces.
34. Le financement proposé, par catégories de dépenses, est présenté dans le tableau 1 ci-après. Les coûts additionnels du programme, par composante et source de financement, sont détaillés dans le tableau 2.

Tableau 1
Financement additionnel du FIDA pour le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants, par catégorie de dépenses
 (en USD)

Catégorie de dépenses	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement								
A. Consultants	79 375	4,8	1 331 809	80,7	239 703	14,5	1 650 888	19,7
B. Équipement et fournitures	34 126	16,0	179 161	84,0	-	-	213 287	2,5
C. Travaux	66 495	10,0	598 456	90,0	-	-	664 951	7,9
D. Véhicules	33 304	41,3	47 336	58,7	-	-	80 640	1,0
E. Ateliers	-	-	355 146	100,0	-	-	355 146	4,2
F. Formation	45 943	4,6	959 543	95,1	3 225	0,3	1 008 711	12,0
G. Biens, services et intrants	333 840	15,3	1 554 030	71,0	299 749	13,7	2 187 618	26,1
H. Dons et subventions	-	-	454 182	68,2	212 202	31,8	666 384	7,9
I. Dépenses de fonctionnement	77 577	9,5	584 425	71,2	158 334	19,3	820 336	9,8
J. Salaires et indemnités	110 696	15,0	627 276	85,0	-	-	737 971	8,8
Total	781 357	9,3	6 691 362	79,8	913 213	10,9	8 385 932	100,0

Tableau 2
Financement additionnel pour le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants, par composante et par source de financement
 (en USD)

Composante	Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/contrépartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Croissance durable de la productivité des petits exploitants								
1. Renforcement des organisations paysannes et de leurs fédérations	521 062	91,9	-	-	46 189	8,1	567 252	6,8
2. Services de vulgarisation pluralistes et participatifs	2 669 553	69,7	701 011	18,3	460 975	12,0	3 831 539	45,7
3. Recherche agricole pour le développement	493 237	96,4	-	-	18 176	3,6	511 412	6,1
Sous-total	3 683 852	75,0	701 011	14,3	525 340	10,7	4 910 203	58,6
B. Environnement favorable à la croissance de la productivité								
1. Investissements agricoles locaux	1 163 520	81,1	212 202	14,8	59 472	4,1	1 435 194	17,1
2. Appui au cadre politique et juridique	537 042	92,2	-	-	45 562	7,8	582 604	6,9
3. Gestion et suivi-évaluation du programme	1 306 949	89,6	-	-	150 983	10,4	1 457 931	17,4
Sous-total	3 007 510	86,5	212 202	6,1	256 017	7,4	3 475 729	41,4
Total	6 691 362	79,8	913 213	10,9	781 357	9,3	8 385 932	100,0

VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

35. Une fois que le Conseil d'administration aura approuvé le financement additionnel, l'accord de financement du programme sera modifié en conséquence. Le financement additionnel de 780 000 USD par le gouvernement sous forme de taxes et de droits, et la contribution additionnelle des bénéficiaires de 910 000 USD en nature et en espèces seront pris en compte. Le financement par le Gouvernement finlandais sera ramené à 950 000 USD, ce qui correspond au décaissement effectif au moment du retrait. L'agent d'exécution principal du programme sera le

Ministère de l'agriculture¹. Le report de la date d'achèvement du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2019, et de la date de clôture du 30 juin 2019 au 30 juin 2020 sera également indiqué.

VII. Instruments et pouvoirs juridiques

36. Un amendement à l'accord de financement actuel entre la République de Zambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement additionnel proposé sera consenti à l'emprunteur.
37. La République de Zambie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
38. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VIII. Recommandation

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Zambie un prêt additionnel à des conditions mixtes d'un montant équivalant à six millions sept cent mille dollars des États-Unis (6 700 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. HOUNGBO

¹Le Ministère de l'agriculture est le produit d'une réorganisation institutionnelle survenue pendant l'exécution du programme. Au moment de la conception du programme, l'institution hébergeant le programme était le Ministère de l'agriculture et des coopératives. Dès le lancement, le Département des coopératives a été supprimé et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage est devenu l'institution d'accueil. À mi-parcours du programme (2014), le Département de l'élevage a été séparé; le Ministère de l'agriculture est alors devenu l'institution d'accueil.

Revised logical framework

	Objectively Smart Indicators (PDR)	Objectively Smart Indicators (Rev after MTR)	Objectively Smart Indicators (Rev. at AF)	Progress Report 31/08/2017	Means of Verification	Risks and Preconditions
1. Goal						
Income levels and food and nutrition security sustainably improved for poor agricultural households in the project area	By programme completion up to 48,000 smallholder households (80% of direct beneficiaries) achieve min. one of the following: · Increase in asset ownership. · Increase in savings. · Reduction in prevalence of child malnutrition. · Reduction in food insecurity.	By programme completion up to 48,000 smallholder households (80% of direct beneficiaries) achieve min. one of the following: · Increase in asset ownership. · Increase in savings. · Reduction in prevalence of child malnutrition. · Reduction in food insecurity.	By programme completion up to 54,000 smallholder households (80% of direct beneficiaries) achieve min. one of the following: · Increase in asset ownership. · Increase in savings. · Reduction in prevalence of child malnutrition. · Reduction in food insecurity.	This will be measured during the impact assessment	<ul style="list-style-type: none"> RIMS Baseline, and completion Surveys Zambia Central Statistical 	Weather, market and institutional conditions are favourable
2. Development Objective						
Production, productivity and sales of smallholder farmers in target areas sustainably increased	· 30,000HHSi increased crop yields (min. 30%) of cassava, rice, mixed beans and/or groundnuts.	· 30,000HHSi increased crop yields (min. 30%) of cassava, rice, mixed beans and/or groundnuts.	· 30,000HHSi increased crop yields (min. 30%) of cassava, rice, mixed beans and/or groundnuts.	This will be measured during the impact assessment	<ul style="list-style-type: none"> MACO/CSO surveys Baseline and end- of programme surveys. 	Stable prices; effective targeting includes poorer household
	40,000 HHS increased quantities (min. 20%) of cassava, rice, mixed beans / groundnuts marketed.	40,000 HHS increased quantities (min. 20%) of cassava, rice, mixed beans / groundnuts marketed.	40,000 HHS increased quantities (min. 20%) of cassava, rice, mixed beans / groundnuts marketed.	This will be measured during the impact assessment	<ul style="list-style-type: none"> MACO/CSO surveys Baseline and end- of programme surveys. 	Stable prices; effective targeting includes poorer household
	10,000 HHS reduced vulnerability to climatic variation affecting crop production.	10,000 HHS reduced vulnerability to climatic variation affecting crop production.	10,000 HHS reduced vulnerability to climatic variation affecting crop production.	This will be measured during the impact assessment	<ul style="list-style-type: none"> MACO/CSO surveys Baseline and end- of programme surveys. 	Stable prices; effective targeting includes poorer household
3. Results						
Component 1 – Sustainable Smallholder Productivity Growth						
Effect 1: Smallholder farmer groups and organizations informed, organized and empowered to respond to market and agricultural development opportunities	<ul style="list-style-type: none"> - 750 farmer organizations developed/ strengthened and operational. - 12 Federations/Cooperative Unions (CUs) developed and strengthened and operational. 	<ul style="list-style-type: none"> - 550 farmer organizations developed/ strengthened and operational. - 12 Federations / Cooperative Unions (CUs) developed and strengthened and operational. 	<ul style="list-style-type: none"> - 330 farmer organizations¹ developed/ strengthened and operational. - 36 Federations/Cooperative¹ Unions (CUs) developed and strengthened and operational. 	<ul style="list-style-type: none"> 180 FOs reached level 2 development stage. 25 CUs reached level 3 development stage 	<ul style="list-style-type: none"> MoA M&E data; S3P reports, surveys ; beneficiaries impact assessments; Department of Cooperative Reports ; and ZCF Reports. 	Service providers and programme partners have capacity for effecting FO development and linkage to VCS policy conducive to development and commercialization of FOs /CUs.

¹The Farmer Organizations Federated faster than expected at appraisal hence lower number of farmer organization and larger number of Federated/Cooperative Unions.

	Objectively Smart Indicators (PDR)	Objectively Smart Indicators (Rev after MTR)	Objectively Smart Indicators (Rev. at AF)	Progress Report 31/08/2017	Means of Verification	Risks and Preconditions
Output 1: FOs/CUs become sustainable and capable to offer technical and commercial services with their members.	20,000 of smallholder farmers (by gender and poverty quintile) actively involved in farmer groups, associations and cooperatives.	15,000 of smallholder farmers (by gender and poverty quintile) actively involved in farmer organizations, and cooperatives unions.	34,262 of smallholder farmers (by gender and poverty quintile) actively involved in farmer organizations, and cooperatives unions.	29,262 members (males – 15670; females – 14,292)	MoA M&E data; S3P reports, surveys ; beneficiaries impact assessments; Department of Cooperative Reports ; and ZCF Reports.	Agricultural technologies offer smallholders opportunities to increase production and productivity in a sustainable manner.
	30% of leadership positions in farmer organizations and CUs held by women.	30% of leadership positions in farmer organizations and CUs held by women.	30% of leadership positions in farmer organizations and CUs held by women.	30%	MoA M&E data; S3P reports, surveys ; beneficiaries impact assessments; Department of Cooperative Reports ; and ZCF Reports.	Agricultural technologies offer smallholders opportunities to increase production and productivity in a sustainable manner ; ease of access to market
Effect 2: Smallholders have access to efficient technical and commercial advisory services,	-Pluralistic participating extension services reached 60,000HHs. -	-Pluralistic participating extension services reached 68,160HHs.	-Pluralistic participating extension services reached 67,500HHs.	56,468HHs (83% of revised target of 67,500HHs)	MoA M&E data; S3P reports, and beneficiaries impact assessments	MOA extension services mobilized, trained and provided logistics support; private partnership timely recruited and operational.
Output 2: Pluralistic participatory extension services established and functional (PPE).	80% (48,000) of HHS participating in PPE adopt improved production practices including use of certified/improved seeds and planting materials	80% (54,528) of HHS participating in PPE adopt improved production practices including use of certified/improved seeds and planting materials	80% (54,000) of HHS participating in PPE adopt improved production practices including use of certified/improved seeds and planting materials	65%	MoA M&E data; S3P reports, and beneficiaries impact assessments; ZARI/SCCI Reports.	Research – extension linkage operational; FOs/CUs linked to commercial operators; certified/ improved seeds and planting materials of improved crop varieties available
	45,000HHs adopted improved crop varieties adapted to programme area, and improved their yields of targeted crops by minimum of 30%.	30,000HHs adopted improved crop varieties adapted to programme area, and improved their yields of targeted crops by minimum of 30%.	30,000HHs adopted improved crop varieties adapted to programme area, and improved their yields of targeted crops by minimum of 30%.	9,649HHs (32% of revised target)		
Output 3: Agricultural research and seed multiplication services responds to priority needs of smallholders, with availability of: <ul style="list-style-type: none"> Improved crop varieties. Improved land and crop 	Improved varieties of crops adapted to the programme area identified and seeds/planting material made available to 5,000 HHs.	Improved varieties of crops adapted to the programme area identified and seeds/planting material made available to 30,000 HHs.	Improved varieties of crops adapted to the programme area identified and seeds/planting material made available to 34,500 HHs.	9,649 (28% of revised target)	MoA M&E data; S3P reports, baseline and end – of programme surveys and beneficiaries impact assessments; ZARI/SCCI Reports.	Research – extension linkage operational; FOs/CUs linked to commercial operators; certified/ improved seeds and planting materials of improved crop varieties available.

Management practices. Labor saving tools/equipment	SCCI strengthened ; seed certification centre established in the programme area,	SCCI strengthened ; seed certification centre established in the programme area,	SCCI strengthened ; seed certification centre established in the programme area,	SCCI already been strengthened, over 1,000 seed growers trained,	MoA M&E data; S3P reports, baseline and beneficiaries impact assessments	ZARI, extension services/CYMMT established and functional; policy and regulatory services conducive to seed system development.
Component 2 – Enabling Environment for Productivity Growth						
Effect 3: Policy and infrastructural constrained hampering smallholder production and productivity addressed.	- Policy and regulatory framework for smallholder agricultural development and commercialization enhanced. - Local agricultural investment comprising 40 districts level, 350 community level, 500 group level agricultural investments developed and operational. unit	- Policy and regulatory framework for smallholder agricultural development and commercialization enhanced. - Local agricultural investment comprising 6 districts level, 45 community level, 320 group level agricultural investments developed and operational.	- Policy and regulatory framework for smallholder agricultural development and commercialization enhanced. - Local agricultural investment comprising 6 districts level, 45 community level, 320 group level agricultural investments developed and operational.	- PPD strengthened in monitoring and evaluation, and policy and improvement. - 28km road under rehabilitation, 15 storage sheds developed and operational.	S3P Annual reports, Provincial and District reports	Districts, communities and groups interested, willing and able to contribute to and co-finance agricultural and rural investments. Policy and institutional framework enhanced. Institutional decentralization and capacity building at province and district level improved.
Output 4: Improved agricultural rural infrastructure and improved access to productivity enhancing works and equipment	40 units of district-level agricultural investments developed and operational.	6 units of district-level agricultural investments developed and operational.	6 units of district-level agricultural investments developed and operational.	- 28km road rehabilitation on-going. 2 districts farmer training centre planned and ready for execution.	S3P Annual reports, Provincial and District reports	Districts, communities and groups interested, willing and able to contribute to and co-finance agricultural and rural investments.
	350 units of community level agricultural investments developed and operational.	45 units of operational community level agricultural investments developed and operational.	45 units of community level agricultural investments developed and operational.	2 small-scale storage centres completed. 89.06hactare small-scale irrigation planned.	“	“
	500 units of group-level agricultural investments developed and operational	- 320 units of group-level agricultural investments developed and operational	320 units of group-level agricultural investments developed and operational	15 storage sheds completed and operational.	“	“
Output 5: Policy and institutional capacity for smallholder agricultural development and commercialization, and project management developed to strengthened.	- Institutional capacity of MOA at central, province and district levels strengthened for planning, M&E, agricultural development and commercialization.	- Institutional capacity of MOA at central, province and district levels strengthened for planning, M&E, agricultural development and commercialization.	- Institutional capacity of MOA at central, province and district levels strengthened for planning, M&E, agricultural development and commercialization.	-Institutional capacity of MOA at all levels has been strengthened for planning, M&E, agricultural development and commercialization.	S3P Annual reports, MOA Annual reports, and PCR.	Commitment of MOA to support S3P development efforts.